

## ANNEXE 1

### ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

#### 1.1 - Diversification des cultures

Le bénéficiaire s'engage à respecter un nombre minimum de cultures différentes fixé à 4 cultures différentes chaque année, pendant 5 ans sur la totalité des terres arables de sa SAU. En cas d'implantation de prairies temporaires ou de cultures pluriannuelles, celle-ci équivalent à une culture différente chaque année (la prairie temporaire de plus 6 ans appelée prairie permanente rentrant dans une rotation). Pour être retenue, une culture devra représenter au moins 5% des terres arables de l'année. Des mélanges différents comptent pour une culture différente.

Par tacite reconduction, cet engagement devra être respecté 5 années supplémentaires, soit 10 années au total.

*Vérification annuelle sur la base de la déclaration PAC + contrôle visuel et documentaire possible.*

#### 1.2 - Couverture permanente des sols et apports de biomasse

Le bénéficiaire s'engage à conserver une couverture permanente des sols sur la totalité de sa SAU et durant la totalité de son engagement (5 ans).

Un sol est considéré comme couvert quand la surface du sol est protégée par une culture, un couvert d'interculture ou des débris végétaux provenant de résidus de la culture ou du couvert d'interculture. Par ailleurs un sol sera considéré couvert entre le semis et la levée d'une culture ou d'un couvert d'interculture. Une parcelle en prairie permanente est considérée couverte en permanence.

Un délai d'implantation d'un couvert d'interculture (ou d'une nouvelle culture ou d'une culture dérobée) de 3 semaines après la récolte est toléré sous réserve de ne pas exporter les résidus de culture (les résidus de culture étant considéré comme une couverture du sol).

Par ailleurs, en cas de destruction et d'export du couvert, un délai de 2 semaines entre la destruction du couvert d'interculture et l'implantation de la culture principale est toléré, mais la destruction du couvert d'interculture doit intervenir préférentiellement juste avant, pendant ou juste après l'implantation de la culture principale.

Le couvert d'interculture est une culture d'une espèce ou d'un mélange d'espèces implantée entre deux cultures principales ou qui est implantée avant, pendant ou après une culture principale et qui a pour vocation d'assurer une couverture continue du sol.

Les repousses de la culture principale récoltée ne constituent pas un couvert. De manière dérogatoire, les repousses de la culture principale peuvent être considérée comme un couvert si celles-ci sont homogènes, vivantes, et jouent leur rôle de couverture totale du sol (comme par exemple des repousses de colza...).

La mise en place de la couverture permanente des sols et la diversification des rotations doit permettre une augmentation significative des apports au sol (résidus de culture, couverts végétaux, etc.) afin de stocker du carbone dans les sols. L'augmentation des apports en biomasse peut se déterminer en comparaison avec

- 1) Les apports moyens des 3 années précédentes la signature du contrat (référence ferme)
- 2) La moyenne régionale de [y T/C/ha/an] (référence régionale)

Au minimum, les apports en biomasse doivent excéder la référence ferme ou régionale de 4 T C/ha/an.

Par tacite reconduction, cet engagement devra être respecté 5 années supplémentaires, soit 10 années au total.

*Vérification annuelle sur contrôle visuel et documentaire.*

#### 1.3 - Limitation du travail du sol.

Nous différencions deux pratiques à l'échelle de la parcelle :

- *Les techniques culturales simplifiées*

Dans ce cas, un travail superficiel du sol, d'une **profondeur maximale de 10 à 15 cm et sans retournement des horizons**, permet de préparer le sol à l'implantation de la culture principale. L'utilisation des outils suivants est alors possible : herse rotatives, rotolabours, rotovator, déchaumeurs à dents ou à disques, bêches roulantes, vibroculteurs, cover crop, strip till.

Le bénéficiaire s'engage à utiliser des techniques culturales simplifiées sur 50% de ses terres arables en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année, et sur 100% de ses terres arables à partir de la 3<sup>ème</sup> année et jusqu'à la fin de l'engagement (5 ans). Une marge est tolérée afin de prendre en compte les situations particulières aléatoires que peut vivre une exploitation (par exemple, échange parcellaire, accident de culture, conditions climatiques extrêmes...) : l'agriculteur peut alors utiliser les TCS sur 40% de ses terres arables en année 1 et 2, puis 80% pour les années suivantes. Dans ce cas, le bénéficiaire doit en faire la déclaration spontanée lors de sa demande de paiement annuelle, et ne sera pas rémunéré sur les surfaces concernées.

Par tacite reconduction, l'engagement pris à partir de la 3<sup>ème</sup> année devra être respecté 5 années supplémentaires, soit 10 années au total.

- *Le semis direct sous couvert végétal (mort ou vivant)*

Dans ce cas, le sol n'est pas du tout travaillé, l'implantation se fait à l'aide d'un semoir à semis direct à disques ou à dents. En cas de destruction ou régulation du couvert, cette opération peut être réalisée par broyage, fauchage, pâturage, roulage, maîtrise chimique (dans le respect de la réglementation en vigueur), gel...

Cette technique nécessite un temps long d'adaptation et une maîtrise pointue de la part de l'agriculteur. De plus, sa mise en place peut dépendre du lien au sol de l'élevage associé, et notamment de la gestion des effluents d'élevage. Ainsi, la mise en place au terme des 5 années du contrat du semis direct sur la totalité des terres arables n'est pas pertinente dans tous les contextes et pour tous les agriculteurs. Cependant, il est souhaitable que les agriculteurs engagés dans cette démarche de transition vers l'ACS puissent mettre en place du semis direct à partir de la 5<sup>ème</sup> année sur partie de leur assolement.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à pratiquer le semis direct sur 25% de ses terres arables à partir de la 5<sup>ème</sup> année et jusqu'à la fin de l'engagement. Une marge est tolérée afin de prendre en compte les situations particulières aléatoires que peut vivre une exploitation (par exemple échange parcellaire, accident de culture conditions climatiques extrêmes ...) : l'agriculteur peut alors faire du semis direct sur un minimum de 20% de ses terres arables en année 5 et jusqu'à la fin de l'engagement. Dans ce cas, le bénéficiaire doit en faire la déclaration spontanée lors de sa demande de paiement annuelle, et ne sera pas rémunéré sur les surfaces concernées.

Par tacite reconduction, l'engagement pris à partir de la 5<sup>ème</sup> année devra être respecté 5 années supplémentaires, soit 10 années au total.

*Vérification annuelle sur contrôle visuel et documentaire.*

#### **1-4 – Intégration d'un groupe de développement spécifique « agriculture de conservation » et réalisation de pratiques d'enregistrement**

Cet accompagnement devra notamment permettre de :

- Etablir un diagnostic simplifié et fixer des objectifs individualisés de mise en place de l'agriculture de conservation des sols.
- Réaliser d'une analyse de sols en 1<sup>ère</sup> et 5<sup>ème</sup> année, incluant à minima le carbone organique et le taux de matière organique par tranche de 20ha,
- Assurer la tenue d'un cahier d'enregistrement des pratiques afin d'assurer une traçabilité des itinéraires techniques à la parcelle (notamment interventions mécaniques, enregistrements des applications des produits phytosanitaires et des apports d'azote). Ces données seront partagées au sein du groupe afin d'assurer une capitalisation des pratiques dans une logique de progrès collectif.
- Réaliser un suivi « vers de terre » en 1<sup>ère</sup> et 5<sup>ème</sup> année.
- Réaliser un suivi annuel des consommations de GNR à l'exploitation

Par tacite reconduction, cet engagement devra être respecté 5 années supplémentaires, soit 10 années au total.

*Vérification annuelle sur contrôle documentaire.*

Le projet permettra d'évaluer et de faire le suivi des impacts attendus des services environnementaux rendus par les exploitants agricoles :

- L'impact carbone au sens large du terme, en prenant en compte le stockage dans le sol ainsi que les émissions évitées par tout travail du sol (par exemple les réductions d'émissions associées à la baisse de consommation de carburant) ou pratiques culturales (par exemple la réduction des apports ou intrants azotés)
- Le maintien de la diversité biologique à la ferme en prenant en compte la vie microbienne des sols et auxiliaires, et la conservation des habitats des espèces de faune et de flore ;
- Les impacts qualitatifs et quantitatifs sur les ressources en eau (par exemple la rétention ou l'amélioration de la qualité de l'eau, etc.)
- Les impacts sur le temps et les conditions de travail, en tenant compte de l'évolution des rendements et les conséquences économiques qui en résultent pour les exploitants agricoles bénéficiaires.

### **1-5 – S'engager dans la réduction de l'usage des produits phytosanitaires**

Respect de l'IFT global régional maximal fixé pour l'année.

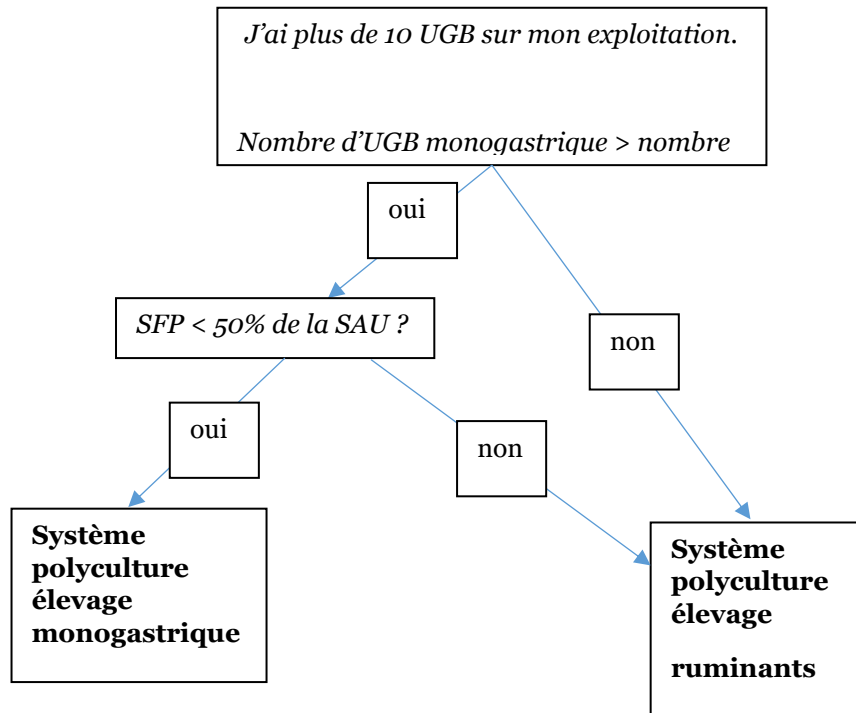
Trois typologies d'exploitation sont identifiées :

- En système **polyculture élevage de ruminants**, l'IFT total maximal à respecter est de **2.8** en moyenne sur l'exploitation sur les terres arables de l'exploitation,
- En système de **grandes cultures ou de polyculture élevage de monogastriques**, l'IFT maximal à respecter est de **4** en moyenne sur l'exploitation.
- En système intégrant **des cultures légumières** (exploitation justifiant d'au moins 10% de sa SAU en légumes), l'IFT total maximal à respecter est de **5.5** en moyenne sur les terres arables de l'exploitation. En raison de leur spécificité, les surfaces en pomme de terres sont exclues du calcul de l'IFT de l'exploitation.

Pour prendre en compte les aléas de culture potentiels, l'exploitant pourra déroger lors d'une campagne culturale sur la durée du contrat à cet objectif, dans la limite de 2 points d'IFT supplémentaires.

Par tacite reconduction, cet engagement devra être respecté 5 années supplémentaires, soit 10 années au total.

Comment déterminer la typologie de mon exploitation ? (En cas de modification de mon assolement, celle-ci peut être différente d'une année sur l'autre)



Les parcelles concernées par le calcul de votre IFT et le respect des valeurs maximales indiquées ci-dessus sont constituées de l'ensemble des terres arables (y compris les prairies temporaires) de votre exploitation.

### **Modalité de calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation**

L'IFT moyen total pour l'ensemble de vos parcelles concernées est calculé pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours) sur votre exploitation.

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

$IFT_{b=traitement} = \text{Dose appliquée} / \text{Dose de référence} \times \text{Surface traitée} / \text{Surface totale de la parcelle}$

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

$IFT_{parcelle} = IFT_{traitement1} + IFT_{traitement2} + \dots + IFT_{traitementn}$

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

### Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;
- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient la dose définie « à la culture ». Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (<http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-fréquence-de-traitements-phytosanitaires-iff>).

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture ou à l'adresse <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/doses-de->

referenceindicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires/. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

Produits de biocontrôle : Si vous avez utilisé des produits de biocontrôle, alors deux compartiments sont distingués pour le calcul de l'IFT : d'une part l'IFT moyen des produits de biocontrôle, et d'autre part l'IFT moyen des autres produits. Le respect de vos engagements sera vérifié uniquement sur la base de l'IFT des produits autres que de biocontrôle. Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT..

*Vérification possible annuellement sur contrôle documentaire.*